



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN INDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

NV n° 2022 – 0413550

The Embassy of France presents its compliments to the Secretariat of the International Solar Alliance (ISA) and, in view of the next ISA Assembly on 18th of October 2022, has the honour of sending its candidature for the renewal of its two year-mandate as co-president of the Assembly of the International Solar Alliance.

The text of the candidature in French and a courtesy translation in English are enclosed herewith.

The Embassy of France would request the Secretariat to circulate its candidature to all members States of the International Solar Alliance.

The Embassy of France avails itself of this opportunity to renew to the Secretariat of the International Solar Alliance the assurances of its highest consideration.



New Delhi, 13st September 2022

To :
International Solar Alliance (DG)

Copy:
- MEA - EW (JS, Dir, US)
- MEA- ED & States (JS, Dir, US)
- MNRE - Secretary

**AMBASSADE
DE FRANCE
EN INDE**

Liberté Égalité Fraternité

NV n° 2022 – 0413550

L'Ambassade de France présente ses compliments au Secrétariat de l'Alliance Solaire Internationale (ASI) et, en vue de la prochaine assemblée de l'ASI le 18 octobre 2022, a l'honneur d'adresser sa candidature au renouvellement de son mandat de deux ans à la coprésidence de l'Assemblée de l'Alliance Solaire Internationale.

Le texte de la candidature en français et une traduction de courtoisie en anglais sont joints ci-dessous.

L'Ambassade de France demanderait au Secrétariat de diffuser sa candidature à tous les États membres de l'Alliance Solaire Internationale.

L'Ambassade de France saisit cette occasion pour renouveler au Secrétariat de l'Alliance Solaire Internationale les assurances de sa plus haute considération.

.

New Delhi, le 13 septembre 2022

A :
L'Alliance Solaire Internationale (DG)

Copie :
- MAE-EW (JS, Dir, US)
- MAE – ED & Etats (JS, Dir, US)
- MNRE - Secrétariat



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Paris, le 16 SEP. 2022

La ministre

Réf : MTE/2022-08/34721

Le 18 octobre 2022, la cinquième Assemblée élira les nouveaux présidents et coprésident de l'Assemblée de l'Alliance solaire internationale (ASI) pour un mandat de deux ans. Le mandat de coprésident de l'ASI de la France est sur le point de s'achever ; je souhaite recueillir votre soutien en vue de son renouvellement.

La France a développé une expertise dans le domaine des énergies renouvelables. Nous avons mis en place un cadre réglementaire propice : une programmation pluriannuelle de l'énergie permettant de fixer les orientations de la politique énergétique à 5 ans, qui prévoit de doubler la puissance du parc photovoltaïque métropolitain d'ici à 2023, avec un objectif de 20,1 Gigawatts (GW) ; puis de la multiplier par 4 d'ici 2028, avec un objectif bas à 35,1GW et un objectif haut à 44 GW. La stratégie nationale bas-carbone de long terme de la France encourage aussi les applications solaires pour décarboner des secteurs comme l'agriculture. Je propose de faire bénéficier les Etats membres de l'ASI de cette expérience et de l'expertise que nous possédons sur le solaire.

A l'échelle internationale, le développement des énergies renouvelables est l'une des priorités de la politique étrangère de la France. Le soutien au déploiement de l'énergie solaire en est évidemment une composante majeure. La France s'est engagée à mobiliser 1,5 milliard d'euros pour financer des projets solaires dans les pays membres de l'ASI d'ici à l'année 2022.

La crise sanitaire a durement affecté les populations et les économies à travers le monde. La relance économique nous offre une occasion unique de mettre en œuvre une reconstruction écologique, qui aligne, sur le long terme, objectifs de développement et ambition climatique. L'ASI devrait encourager les Etats à faire de l'énergie solaire une composante clé de leurs plans de relance ou contributions nationales climatiques.

A ce jour, plus d'un milliard d'euros ont déjà été engagés par la France pour des projets solaires concrets dans les pays de l'ASI. J'appelle de mes vœux également un renforcement du Secrétariat de l'ASI et le développement de programmes répondant aux besoins des Etats membres. Le soutien de la France en la matière se matérialise grâce au détachement, sur financement français, de deux experts français seniors. La France a également financé à hauteur d'un million d'euros le projet de l'ASI de Centre de Ressources sur les technologies et applications solaires (STAR-C), qui mobilise l'Organisation des Nations Unies pour le Développement industriel (ONUDI) afin de renforcer les échanges avec la zone Indopacifique. La France est également membre du comité permanent de l'initiative GGI-OSOWOG (Green Grids Initiative— One Sun, One World, One Grid), dont EDF est en train de réaliser l'étude de faisabilité.

Je suis profondément convaincue du fait que la réduction des risques liés aux investissements dans l'énergie solaire, l'accès au financement et le renforcement de capacités sont les défis les plus importants pour accélérer le développement de l'énergie solaire mais aussi et surtout pour permettre aux pays disposant des capacités de production les plus faibles ou se situant dans des zones enclavées de bénéficier de cette technologie.

Dans le cadre du programme de l'ASI « Affordable finance at scale », l'Agence française de développement (AFD), conjointement avec la Banque mondiale, a lancé l'initiative d'atténuation des risques pour les projets solaires (« Sustainable Renewables Risk Mitigation Initiative »). L'AFD a engagé dans ce cadre 50 millions d'euros pour le programme de garanties « Risk Liquidity Support Facility » mis en œuvre par Africa Trade Insurance (ATI). La France souhaite poursuivre son travail avec l'ASI et nos partenaires sur le développement d'instruments financiers innovants pour les projets solaires.

Originellement centrée sur les pays les plus riches en ressources solaires, l'ASI est encore une jeune organisation. Depuis son lancement lors de la COP21 et sa première Assemblée en 2018, elle a néanmoins réussi à rassembler 87 Etats membres parmi les pays intertropicaux. Depuis juillet 2020, l'amendement à l'Accord-cadre permettant à tous les Etats membres des Nations Unies de rejoindre l'Alliance a rassemblé le nombre de ratifications suffisantes pour entrer en vigueur. La France, aux côtés de l'Inde, souhaite encourager de nouveaux pays partenaires à rejoindre l'Alliance, afin de renforcer la coopération et, plus globalement, les efforts internationaux pour accélérer le développement de l'énergie solaire.

Pour l'ensemble de ces raisons, j'ai l'honneur de vous demander votre soutien au renouvellement du mandat de la France de co-président de l'Assemblée de l'ASI.



Agnès PANNIER-RUNACHER



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Paris, 16 September 2022

Minister for Ecological Transition

Ref. : MTE/2022-08/34721

On 18 October 2022, the Fifth Assembly will elect the new Chair and Co-Chair of the International Solar Alliance (ISA) Assembly for a two-year term. France's term as ISA Co-Chair drawing to an end, I would like to garner your support for its renewal.

France has developed expertise in renewable energy. We have set up a conducive regulatory framework: a long-term energy programme to set the guidelines for energy policy over the next five years, which provides for the doubling of the capacity of the photovoltaic park in Metropolitan France by 2023, with a target of 20.1 Gigawatts (GW); and then to quadruple it by 2028, with a low target of 35.1 GW and a high target of 44 GW. France's long-term national low-carbon strategy also encourages solar applications to decarbonise sectors such as agriculture. I propose to share our experience and expertise on solar energy with ISA member States.

At the international level, the development of renewable energy is one of France's foreign policy priorities. Supporting the deployment of solar energy is obviously one of its major components. France has pledged to contribute 1.5 billion euros to finance solar projects in ISA member countries by the year 2022.

The public health crisis has severely affected people and economies around the world. The economic recovery offers us a unique opportunity to implement green reconstruction, which aligns long-term development goals with climate ambition. The ISA should encourage States to make solar energy a key component of their economic recovery plans or nationally determined contributions.

To date, France has committed over one billion euros to concrete solar energy projects in ISA countries. I am also keen on seeing capacity building in the ISA Secretariat and the development of programmes that meet the needs of member States. France's support in this area is concretised through the secondment of two senior French experts funded by France. France has also provided one million euros in funding for the ISA's Solar Technology Application and Resource Centres (STAR-C) project, which mobilises the United Nations Industrial Development Organisation (UNIDO) to boost exchanges with the Indo-Pacific region. France is also a member of the standing committee of the GGI-OSOWOG (Green Grids Initiative- One Sun, One World, One Grid), whose feasibility study EDF is currently carrying out.

I am deeply convinced that reducing the risks of investing in solar energy, access to financing, and capacity building are the most important challenges to the acceleration of the development of solar energy, but more importantly to enabling countries with the lowest production capacities or located in landlocked areas to benefit from this technology.

Under the ISA "Affordable finance at scale" programme, the French Development Agency (AFD), along with the World Bank, has jointly launched the Sustainable Renewables Risk Mitigation Initiative. AFD has committed 50 million euros to the Risk Liquidity Support Facility implemented by Africa Trade Insurance (ATI). France wishes

to continue its work with ISA and our partners on the development of innovative financial instruments for solar projects.

Originally focused on the most solar-rich countries, the ISA is still a young organisation. Since its launch at COP21 and its first Assembly in 2018, it has nevertheless managed to gather 87 member States from the inter-tropical countries. Since July 2020, the amendment to the Framework Agreement allowing all UN member States to join the Alliance has gathered the necessary number of ratifications to enter into force. France, together with India, wishes to encourage new partner countries to join the Alliance, in order to strengthen cooperation and, more broadly, international efforts to accelerate the development of solar energy.

For all these reasons, I have the honour of requesting your support for the renewal of France's mandate as Co-Chair of the ISA Assembly.

Signature:

Agnès Pannier-Runacher